

Capacitation Citoyenne

La "feuille"
N° 7
juin 2007

Réseau

Capacitation Citoyenne

des collectifs qui interrogent et croisent leurs pratiques
pour renforcer leurs actions solidaires et citoyennes



Contact

www.capacitation-citoyenne.org

Capacitation-Citoyenne est animé
par Periferia et « arpenteurs »

Vous retrouverez toutes les informations
et les projets en cours, les livrets disponibles...
sur le site.

Periferia

18, rue de Londres
B-1050 Bruxelles
Belgique
Tél: +32/0 2 544 07 93
periferia@skynet.be
www.periferia.be

« arpenteurs »

9, place des Ecrins
38 600 Fontaine
France
Tél: +33/0 4 76 53 19 29
contact@arpenteurs.fr
www.arpenteurs.fr

rencontre d'Arras
10 mai 2007

Mobilisation



AVEC LE
SOUTIEN
DU FEDER

Nos mobilisations depuis novembre dernier

Le 10 mai 2007, plus de quarante personnes d'une douzaine de groupes du réseau Capacitation Citoyenne se sont retrouvées à la salle du Dojo à Arras pour prolonger la réflexion entamée en novembre 2006 à Charleroi.

C'est l'Association de Développement Social Urbain (ADSU) qui nous a aidés à organiser la rencontre. Il s'agit d'une des dernières villes où les missions de la politique de la ville sont portées par une association, et non par les services de la municipalité. L'ADSU travaille sur toute l'agglomération de Arras.

Après un tour de présentation, deux groupes ont abordé la mobilisation sous les angles : de la finalité politique des actions ; et de la reconnaissance et du statut des personnes qui se mobilisent.

Un élu d'Arras nous ayant rejoint en cours de journée, la relation au politique a été largement débattue et a ainsi permis d'ouvrir une discussion centrale que nous reprendrons à la rencontre de Roubaix (22 et 23 juin) en compagnie de plusieurs élues et élus politiques.

Se mobiliser selon l'actualité

Un collectif d'habitants de Dunkerque est en train de se mobiliser pour les migrants qui errent dans les rues, les champs autour de Calais et de Dunkerque, dans l'attente de pouvoir se rendre en Angleterre. Depuis que le camp de la Croix Rouge a été fermé, les migrants n'ont plus d'endroit où dormir, se nourrir et se soigner. On se demande alors: doit-on être capable de se mobiliser sur tous les sujets? devons-nous faire évoluer nos organisations en fonction des événements de l'actualité ou essayer de sensibiliser d'autres pour qu'ils se mobilisent sur ces nouvelles questions?

Structures ou mouvements?

On a fait la distinction entre une association qui a un objet précis et dans laquelle on peut parfois se retrouver vite "bien installé", par rapport à un collectif ou

un mouvement qui est généralement moins structuré et cherche à s'adapter à l'actualité, à des questions urgentes à résoudre. Bien évidemment l'un n'exclut pas l'autre, leurs méthodes respectives se complètent et chacun a sa valeur et son efficacité. Chaque forme détermine des potentiels et limites qui peuvent orienter nos stratégies de mobilisation.

On a aussi réfléchi à la dépendance financière des associations qui parfois «*doivent vendre leur âme pour obtenir des subventions*», ce qui peut avoir un caractère un peu enfermant et limitatif en termes de mobilisation citoyenne. "La Chenille" est une association qui reçoit des subventions, mais à côté d'elle "Agir Contre la Précarité" est un espace complémentaire qui permet davantage une parole libre. La complémentarité de ces structures est un bon moyen d'à la fois mener des actions qui demandent du personnel et entraînent des frais, tout en gardant une autonomie dans des mobilisations revendicatrices.

Mobilisation par l'action...

Pour attirer l'attention autour de leurs préoccupations, certains utilisent des pétitions et interpellent les politiques. C'est une manière de faire connaître et donner de l'écho à une cause, qui peut parfois être complétée par des actions directes. Pour d'autres, mener des actions de terrain est indispensable pour mobiliser, cela apporte une forte composante de sensibilisation.

Solidarités Nouvelles explique la démarche de militants d'installer des tentes sur un terroir pour y développer un lieu de vie alternatif avec potager, bassins d'épuration d'eau, poules... Cette action permet d'attirer davantage l'attention du grand public, entre autres, car elle est médiatisée.

D'autres soulignent la difficulté de mobiliser toutes les générations, constatant que certains collectifs rassemblent essentiellement des personnes âgées, souvent moins disposées à s'investir dans des actions directes. Avec ce type de public homogène, il devient alors difficile d'aborder des questions qui concernent d'autres publics.

Sur quels thèmes mobiliser ?

Malgré la grande variété de collectifs et de modes d'actions, les thématiques abordées concernent souvent la résolution de problèmes ou l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers. Il s'agit alors rarement de toucher aux racines de ces maux. On cite l'exemple de comités d'habitants très occupés à faire

signer une pétition pour l'installation d'un casse-vitesse ou l'organisation d'une fête dans leur rue. Il est plus rare de voir ces mêmes groupes mener des actions sur les problèmes de fond qui concernent la sécurité routière ou les questions du vivre ensemble. Comment encourager l'émergence de problématiques plus fondamentales dans les pratiques de certains groupes ? Comment ne pas dépenser trop d'énergie dans des actions palliatives, "sparadrap", qui cherchent à résoudre les problèmes immédiats sans s'attaquer à leurs causes ?

Une reconnaissance des bénévoles ?

Comment valoriser et reconnaître ceux qui participent de manière bénévole ? En essayant de définir le mot "bénévole", on a touché aux termes de "militant", "volontaire" et on a constaté que la distinction entre eux n'était pas la même pour tous. Pour certains c'est quelque chose d'individuel, parfois seulement "thérapeutique", pour se conforter soi-même. On s'accorde à dire que *« être bénévole c'est se sentir responsable de ce qui se passe autour de nous. »* C'est aussi un moyen de donner du sens à ce qu'on est en faisant, dans l'ouverture à l'autre.

Au-delà des mots, l'engagement bénévole pose la question de la valeur du travail dans un système qui valorise la richesse économique, les diplômes, l'image extérieure.

Cet engagement est peu perçu comme un réel travail. Ainsi, les chômeurs s'investissant dans une activité bénévole sont confrontés à l'incompréhension des institutions responsables de l'emploi (ASSEDIC en France, ONEM en Belgique), car c'est souvent considéré comme une perte de temps au lieu de chercher un emploi. *« Tu dois toujours justifier de ce que tu fais et demander l'autorisation d'une activité bénévole. »* Il n'y a pas de reconnaissance alors que le bénévolat montre une attitude pro-active, ce dont témoigne une ancienne habitante de la rue, *« je m'engage car je veux m'en sortir ! Mais eux (ONEM) ne comprennent pas. »*

De plus, l'expérience et les compétences qu'on peut acquérir par une action bénévole ne bénéficient pas de la même **reconnaissance extérieure** qu'un diplôme. Pourtant certaines capacités ne peuvent souvent être développées que dans la pratique (ce que le diplôme ne peut pas toujours garantir). En France, la Validation des Acquis de l'Expérience permet de faire reconnaître son expérience professionnelle, afin d'obtenir un diplôme, un titre ou un certificat de qualification professionnelle. Cette procédure semble constituer une

piste intéressante, mais n'est pas du tout facile à mettre en oeuvre.

Le bénévole est couramment considéré comme l'opposé du professionnel. Il est simplement l'opposé du salarié puisque *« il y a des bénévoles plus professionnels que les professionnels ! »* Certaines associations ne pourraient pas continuer à développer leurs projets sans ces personnes, parfois très impliquées dans la détermination même des objectifs et actions de l'association. C'est le cas à Cap Berriat où l'équipage rassemble bénévoles et salariés et se réunit une fois par mois pour faire le point des actions menées et décider des orientations à venir pour l'association ; ici, chacun a la même voix.

Toutes ces constatations montrent qu'une reconnaissance de la valeur du travail et des capacités des bénévoles est indispensable. Nous ne sommes pas certains que cette reconnaissance doive passer par la mise en place d'un statut, mais peut-être davantage par une autre évaluation des richesses et des compétences de la personne. *« Moi je sens que j'ai de la reconnaissance car, dans le quartier, tout le monde me dit bonjour. Ça m'aide à vivre. »*

Des craintes sont exprimées par rapport au **caractère figé d'un statut légal** : organiser les activités bénévoles par catégories ne serait-il pas réducteur, par rapport à des formes d'actions peu communes mais tout aussi volontaires ? un statut permettrait-il réellement de valoriser et d'encourager l'activité bénévole ? ne risque-t-on pas ensuite d'exiger des personnes reconnues bénévoles de se former, se professionnaliser ?

« Je ne veux pas d'une professionnalisation des bénévoles. Si je m'engage c'est parce que je crois à des choses ! » Mais tout le monde n'a pas la même opportunité de s'engager, entre autres à cause du manque de disponibilités. Il est vrai que militer est souvent très différent du travail quotidien, l'idéal serait que nous ayons tous la chance d'être "salarié militant".

Se mobiliser pour quoi ?

La présence d'élus dans le groupe a vite orienté la discussion sur le rôle des politiques et de leur légitimité : se sent-on représenté par les élus ? D'autant plus, quand ils ne sont pas élus par tous les citoyens mais par un nombre limité. De toute façon, on a affirmé que le vote ne cautionne pas automatiquement toutes les idées des candidats politiques.

Il est donc essentiel que les habitants se mobilisent en permanence pour se faire entendre, pour exprimer *«leur expertise, leur maîtrise d'usage»*, et qu'ainsi le débat et l'émergence d'idées se poursuivent au-delà des élections, cette fois avec une connaissance approfondie des enjeux. Pour cela, la mobilisation citoyenne nécessite aussi une capacité à négocier, même si cela peut faire peur aux politiques, pouvant se sentir dépossédés de leur pouvoir. On a d'ailleurs fait le parallèle avec ce qui se passe au sein des organisations citoyennes, syndicales où *«tout pouvoir exige des contre-pouvoirs.»*

Se mobiliser pour des idées, des projets de société a été l'autre aspect largement débattu. Comment ne pas s'enfermer dans des mobilisations concernant des intérêts particuliers et parfois des publics ou des objets très limités ? Il faut trouver l'équilibre entre permettre des résultats concrets et négocier des avancées sur les enjeux de fond. Un participant revenant du Brésil souligne combien là-bas les groupes citoyens sont très conscients des enjeux politiques sur lesquels ils se battent.

Dans nos associations de quartier qui travaillent sur tous les aspects de la vie, comment aller plus loin que seulement réagir à ce qui se passe ? comment veiller à ne pas être seulement une courroie de transmission qui essaye que tout se passe bien ? On s'est, par exemple, posé la question de savoir s'il était utile d'ouvrir davantage de restos du cœur ou s'il était préférable de changer la répartition des richesses. *«En attendant, comme il faut manger, il faut répondre aux besoins d'aujourd'hui tout en pensant à demain...»*

Pour arriver à cela, nous devons savoir quelle est la vision du futur que nous souhaitons : quel changement de société ? quels citoyens voulons-nous être ? Et sur ce sujet *«on est parfois coincés»* et sans réponse. D'où l'importance de la formation, de l'éducation populaire, de la capacitation.

Nos liens au politique

Nos organisations sont animées par un **désir d'agir, l'envie et la nécessité de faire évoluer le système actuel**. Mais, conscients des enjeux de la société, il est nécessaire de prendre du recul pour évaluer comment nos collectifs continuent à évoluer dans ce cadre global qui ne nous convient pourtant pas.

En se référant aux résultats des élections présidentielles françaises, un participant exprime que la victoire de cette droite doit nous questionner sur nos manières "d'accueillir" les personnes et sur nos modes d'action. Cela interroge aussi la difficulté de **se positionner entre le développement de projets porteurs d'enjeux à long terme et le besoin de résoudre les problèmes de personnes dans "l'ici et maintenant"**.

Exprimé de manière provocatrice par un élu : *«les associations sont souvent, pour les représentants politiques, des garants de la paix sociale et le système politique en a besoin, au risque d'exploser si elles disparaissent. Elles luttent et sont souvent en concurrence entre elles, pour attirer ou garder les subventions indispensables à leur existence, qui représentent souvent des miettes dans les budgets publics.»*

Face à cette interpellation, des questions apparaissent sur le type de relation que nous souhaitons établir avec les élus :

au lieu de rester dans des liens de dépendance face au politique, ne devrions-nous pas valoriser notre position dans un partenariat avec cet acteur public ?

que pouvons-nous apporter aux politiques ?

que peuvent-ils nous apporter ?

comment peuvent-ils relayer ce que nous exprimons ?

comment montrer aux politiques qu'une réelle collaboration est, pour eux, un pouvoir donné mais également un pouvoir renforcé ?

Et s'il faut bien reconnaître la réalité des rapports de forces avec les politiques, nous sommes davantage adversaires qu'ennemis. *«Le conflit est le contraire de la violence.»*

Étaient présents à cette rencontre des personnes associées au Relais Social de Liège, Paroles d'Habitants de Lille, La Chenille, Solidarités Nouvelles et un représentant du MOC de Charleroi, MSB de Sallaumines, Regards d'Habitants et la CLCV de Grande-Synthe, un membre de l'association Culture et Liberté d'Arras, du Comité d'Habitants de Fontaine et Cap Berriat venus de Grenoble, de l'Association des Femmes de la Boissière et d'Ensemble Notre Quartier de Montreuil-sous-Bois, les équipes «arpenteurs» et Periferia, ainsi qu'un journaliste de l'agence Alpes-Presse.